

La régionalisation avancée, prélude à la réforme constitutionnelle de 2011

Édito __ Par Kawthar Moutaib

Le royaume du Maroc a vu dix ans s'écouler depuis le discours royal du 09 mars 2011 qui annonçait une réforme constitutionnelle.

Une constitution peut être pensée comme l'ossature d'un État ; on ne peut y apporter des modifications sans être certain de la maturité, de la solidité et de la résilience de celle-ci face aux chocs extérieurs.

Autrement dit, seul un État ancien, fort et indéfectible peut réviser sa constitution sans risques, un État dont l'évolution des institutions se fait toujours d'une manière ordonnée, dirigée et planifiée, un État dont la nature même ne tolère aucune improvisation !

Il ne serait donc pas inutile de rappeler ce que, le royaume du Maroc a posé comme actes précurseurs d'une révision constitutionnelle, à travers l'installation de la Commission Consultative de la Régionalisation lors du discours royal du 3 janvier 2010. Ce « chantier structurant » a été lancé par le Roi Mohammed VI dans le but de donner un nouvel élan à une organisation territoriale qui constituera «

le socle de l'édifice institutionnel de l'État Marocain ». Le sérieux du sujet abordé ne faisait donc aucun doute, le discours royal a d'ailleurs été adressé à la nation en dehors de toute occasion habituelle, comme celle de la fête du Trône ou de la Marche verte. L'installation de cette commission suggérait ainsi une réforme institutionnelle à venir, puisqu'elle marquait un « tournant majeur dans les modes de gouvernance territoriale » et introduisait une « nouvelle dynamique de réforme institutionnelle profonde ».



Lors du discours adressé à l'occasion du 57e anniversaire de la Révolution du Roi et du peuple, le Souverain a précisé qu'« eu égard aux enjeux qu'elle représente pour l'avenir du Maroc, en termes d'unité, de démocratie et de développement », la conception générale de la régionalisation avancée devait constituer « le point de départ d'un processus long et ardu ». Il déclina alors les contours de ce chantier stratégique par la mise en œuvre d'une action à quatre niveaux : d'abord, enclencher un débat national aussi large que constructif autour de la régionalisation avancée et favoriser son appropriation par tous ; ensuite, mettre au point une feuille de route pour la mise en œuvre judicieuse et graduelle de ce projet, avec la contribution des instances qualifiées et compétentes ; puis élaborer une charte de déconcentration par le gouvernement, qui prévoit essentiellement le transfert aux régions, des attributions et des ressources humaines et financières nécessaires ; et enfin, la participation et la coordination entre les différents partis nationaux pour assurer la bonne gestion des affaires régionales.

On voit par-là que repenser la régionalisation, c'est en avoir une vision et une stratégie, car il s'agit « d'imprimer une forte impulsion » au modèle marocain dont l'originalité du développement et de l'organisation institutionnelle est celle d'un État ancré dans le temps et l'espace. Il n'était donc pas surprenant de voir le Roi Mohammed VI assurer « avec un vif intérêt et une grande considération, le suivi constant et assidu des travaux de la commission consultative de la régionalisation ».

Aussi, dans son rapport rendu en 2010, la Commission Consultative de la Régionalisation a souligné la nécessité d'une révision constitutionnelle car « la construction du modèle général de la régionalisation avancée nécessite, à l'instar de toute entreprise contribuant à la réforme profonde des structures de l'État, des ajustements et des évolutions sur le plan juridique, aussi bien constitutionnel que législatif ».

La réforme n'était dès lors plus une probabilité mais une nécessité que le Roi a concrétisée lors de son très célèbre discours du 09 mars 2011 : « Je M'adresse à toi aujourd'hui pour t'entretenir de l'amorce de la phase suivante du processus de régionalisation avancée [...] et ce qu'il induit comme révision constitutionnelle profonde ». Les divers commentateurs n'ont pas manqué de souligner que la régionalisation avancée constituait le cœur de cette réforme. Mais avec dix ans de recul, n'est-on pas en droit de se demander s'il n'est pas contradictoire d'en avoir alors attribué l'origine à une circonstance certes particulière, mais qui n'en demeure pas moins passagère ?

Les événements ne peuvent commander au permanent, mais le permanent peut toujours s'adapter aux accidents de l'histoire. C'est un principe fondamental sans lequel un État ne peut perdurer !

Il serait sans doute salutaire pour nous de se rappeler que la profondeur historique du royaume millénaire qu'est le Maroc, nous enjoint à ne jamais oublier de mettre la continuité de l'État à la tête de nos préoccupations concernant la gestion de la Cité.



FEUILLETON DE L'ACTUALITE

Par Alaa-eddine Khaldi

1er Février • Birmanie

Les militaires donnent le pouvoir à Min Aung Hlaing (chef de l'armée) et annoncent l'état d'urgence pour un an. Après avoir condamné l'arrestation de la cheffe du gouvernement Aung San Suu Kyi, les États-Unis menacent d'imposer des sanctions contre le pays.

2 Février • International

Le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, annonce qu'il quittera son poste de PDG au cours du troisième trimestre.

3 Février • International

Quinze personnes sont arrêtées en Éthiopie pour un complot visant à attaquer l'ambassade des Émirats arabes unis dans la capitale Addis-Abeba. Plusieurs autres suspects, qui planifiaient des attaques contre la mission diplomatique des Émirats arabes unis au Soudan, sont également arrêtés.

3 Février • Italie

Mario Draghi, ancien président de la BCE, accepte la demande du président de la république italienne pour former un gouvernement après la démission de Giuseppe Conte.

4 Février • International

Le régulateur britannique Ofcom retire la licence de China Global Television Network (CGTN), un réseau d'information chinois en langue anglaise, après avoir conclu que le réseau était contrôlé par le Parti communiste chinois. La Chine réagit à cette décision en accusant la BBC News de diffuser de "fake news" sur le Covid-19.

6 Février • Cuba

L'État cubain a annoncé que l'activité privée sera autorisée dans la plupart des secteurs, une réforme majeure dans ce pays communiste où l'État et ses entreprises dominant l'activité économique.

14 Février • Italie

Le Premier ministre Mario Draghi et les ministres de son cabinet prêtent officiellement serment au palais du Quirinal à Rome, mettant ainsi fin à la crise gouvernementale.

18 Février • Australie

Facebook bloque les médias australiens sur sa plateforme et empêche les utilisateurs australiens de partager ou de consulter le contenu de l'ensemble des médias d'information, tant australiens qu'internationaux.

18 Février • International

La NASA fait atterrir un nouveau rover robotisé sur Mars dans le cadre de sa recherche pour étudier directement l'existence de vie sur la planète rouge.

19 Février • Royaume Uni

La Cour suprême britannique ordonne à Uber de classer ses chauffeurs comme des employés, ce qui leur donne droit au salaire minimum et à des congés payés.

19 Février • International

Bitcoin atteint un plafond de marché de 1 000 milliards de dollars.

19 Février • International

Les pays du G7 s'engagent à offrir 7,5 milliards de dollars de financement pour le déploiement de la vaccination dans les pays pauvres.

24 Février • Venezuela

Le gouvernement de Nicolás Maduro déclare que l'ambassadrice de l'Union européenne au Venezuela, Isabel Brilhante Pedrosa, est persona non grata et lui donne 72 heures pour quitter le pays suite aux nouvelles sanctions de l'UE contre 19 fonctionnaires vénézuéliens.

25 Février • International

Les États-Unis attaquent des infrastructures militaires soutenues par l'Iran en Syrie, la première action militaire du nouveau président américain Joe Biden.

26 Février • Arabie Saoudite

Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane est considéré responsable du meurtre du journaliste Khashoggi dans un rapport publié par l'agence d'intelligence américaine.

L'économie bleue: la nature comme credo

Par Wael Maâninou

Rouge et vert donnent bleu mais pas que

L'économie bleue, l'économie verte et l'économie rouge sont trois concepts liés par le fait que chacun a un impact sur notre écosystème. Mais que veulent dire ces couleurs ? et quelle est la spécificité de l'économie bleue ?

Tandis que l'économie rouge ne se préoccupe pas de l'impact des activités commerciales sur la nature, l'économie verte en fait sa raison d'être au point d'être non viable d'un point de vue économique d'où l'idée de ce qui est vert est cher. En balance, ce qui est mauvais est bon marché. L'économie dans son application actuelle emprunte à tout, de la Nature à l'humanité, sans perspectives de remboursement à cause de la supposée croissance infinie.

D'un autre côté, même vert n'est pas synonyme de durable et Gunter Pauli auteur de *L'Economie Bleue 3.0*¹, s'en est rendu compte de lui-même. Membre d'une entreprise pionnière dans l'usage de l'huile de palme dans les savons au début des années 90, l'entreprise et lui pensaient que la solution verte pour ce secteur a été découverte. C'était sans compter sur sa production qui s'est avérée être désastreuse pour l'écosystème : le déclic qui l'a mené à l'économie bleue.

Rien ne doit se perdre, tout doit se transformer

L'économie bleue se voit comme une alternative à la destruction en proposant de créer des cycles de production-consommation où les équilibres naturels seraient respectés. L'idée de Gunter Pauli, est de « s'inspirer des écosystèmes dont le point de départ est zéro déchet et zéro émission ».

L'intérêt de l'économie bleue se porte sur la régénération, non sur la conservation et la préservation comme l'économie verte. Son credo est de faire le bien commun en tentant d'exploiter durablement les ressources disponibles, ainsi : « le développement durable n'est possible que si nous éliminons la production de déchets pour privilégier une intégration totale dans laquelle les énergies et les nutriments se combinent ... comme la Nature le fait. C'est cet équilibre « naturel » que nous devons viser. »

L'économie bleue est aussi un engagement du citoyen par son action de consommation plus responsable. Elle permettrait de mettre en place une nouvelle logique économique prenant le pas sur celle imposée par les dirigeants des grandes entreprises.

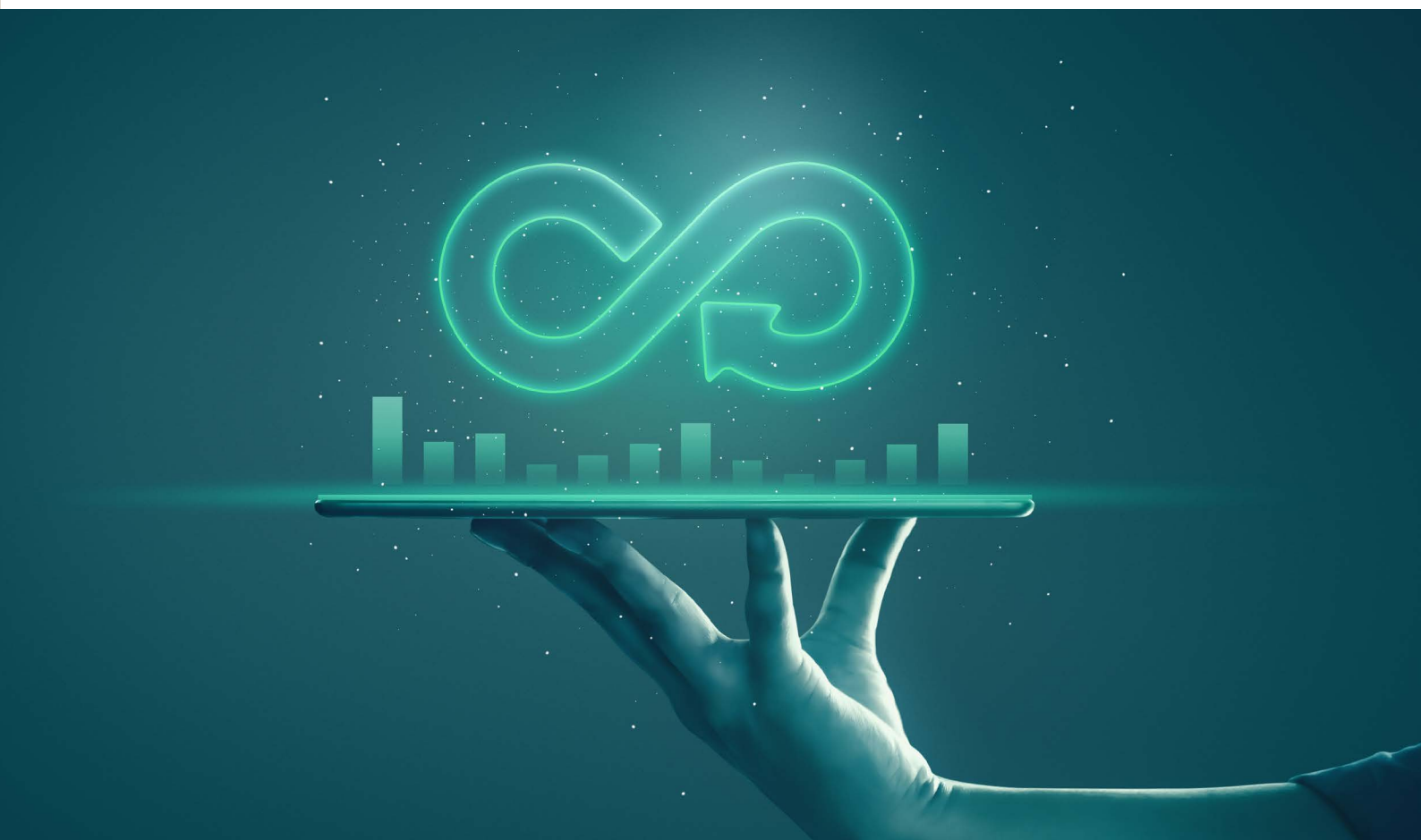
L'idéal écologique n'est pas ce que vous pensez

Certains auraient tendance à penser que le retour à une vie pastorale, simple et autonome serait l'idéal écologiquement parlant. Très loin de là, l'économie bleue à travers les modèles présentés par Gunter Pauli est totalement intégrée dans le système actuel et générerait beaucoup de valeur ajoutée et d'emplois assez complexes, et connectés au monde. La vision de l'économie bleue est de créer un développement à logique non-linéaire qui accorderait de l'importance aux cycles de feedbacks et à l'effet multiplicateur de l'économie² théorisé par J.M. Keynes.

¹ Pauli, Gunter. 2019. L'économie bleue 3.0. Paris : L'Observatoire.

² Très simplement, c'est le fait que l'argent dépensé crée de la richesse en passant de main en main car par exemple avec la valeur 100 dirhams de départ, les multiples fois ou tout ou partie de ces 100 vont être dépensés, ad-

La capacité de la nature à s'autoréguler est la source d'inspiration de l'économie bleue. Cette approche dans le domaine des affaires demande une dissection des processus de production, pour identifier les sous-systèmes pouvant être exploités en plus d'être améliorés pour créer de la valeur dans le futur et le moins de déchets possible. Inspirée par la nature également, il y a la faculté de créer un système de distribution en cascade de nutriments et d'énergie ; il s'agit de faire des déchets de l'un la source d'énergie de l'autre, de sorte à ce qu'à la fin tout soit utilisé.



Bleue comme l'océan ?

Le parallèle est fréquent entre les deux, pourtant la couleur ne suffit pas à les identifier comme les deux faces d'une même pièce. À partir de 2012 et la Conférence de l'ONU sur le Développement Durable (Rio +20), le terme est devenu d'usage dans le discours sur les relations humain-océan, d'où le rapprochement systématique des deux thématiques. Les deux restent liés tout de même car l'économie bleue s'applique sur les océans et les ressources hydriques autant que sur d'autres domaines.

Mais il est intéressant de noter ici que l'océan constitue un terrain privilégié pour l'application de ces méthodes. Et certains auteurs³ affirment qu'une économie bleue ne peut être réalisée que si les eaux sont nettoyées. En effet les océans produisent 70% de l'oxygène présent sur terre, mais ils sont devenus les dépotoirs des activités humaines, au point où certaines zones sont considérées actuellement comme mortes. Préserver les océans et leurs écosystèmes c'est donc réaliser une grande partie de l'économie bleue.

La durabilité comme clé de voute du développement est une approche très novatrice, et cela appelle la prise à l'initiative des citoyens, car seul des citoyens engagés peuvent apporter du changement à ce niveau. L'entrepreneuriat dans ce domaine doit être encouragé, et les Nations

ditionnées ensemble donneraient au final plusieurs centaines de dirhams dépensés.

3 Michel, James Alix. 2016. Rethinking the Oceans Towards the Blue Economy. Paragon House. United States.

Unies ont l'autorité suffisante pour enclencher ce mécanisme et guider les nations pour la création d'une loi des océans.

La réticence des grandes entreprises à adopter une approche plus globale freine pourtant le changement, car cela demanderait un changement profond des pratiques managériales. Celles-ci sont liées évidemment à la formation en management qui n'évolue pas beaucoup dans ce sens. Et tout au mieux les entreprises adoptent quelques principes de l'économie verte, mais une approche moins polluante reste polluante tout de même.

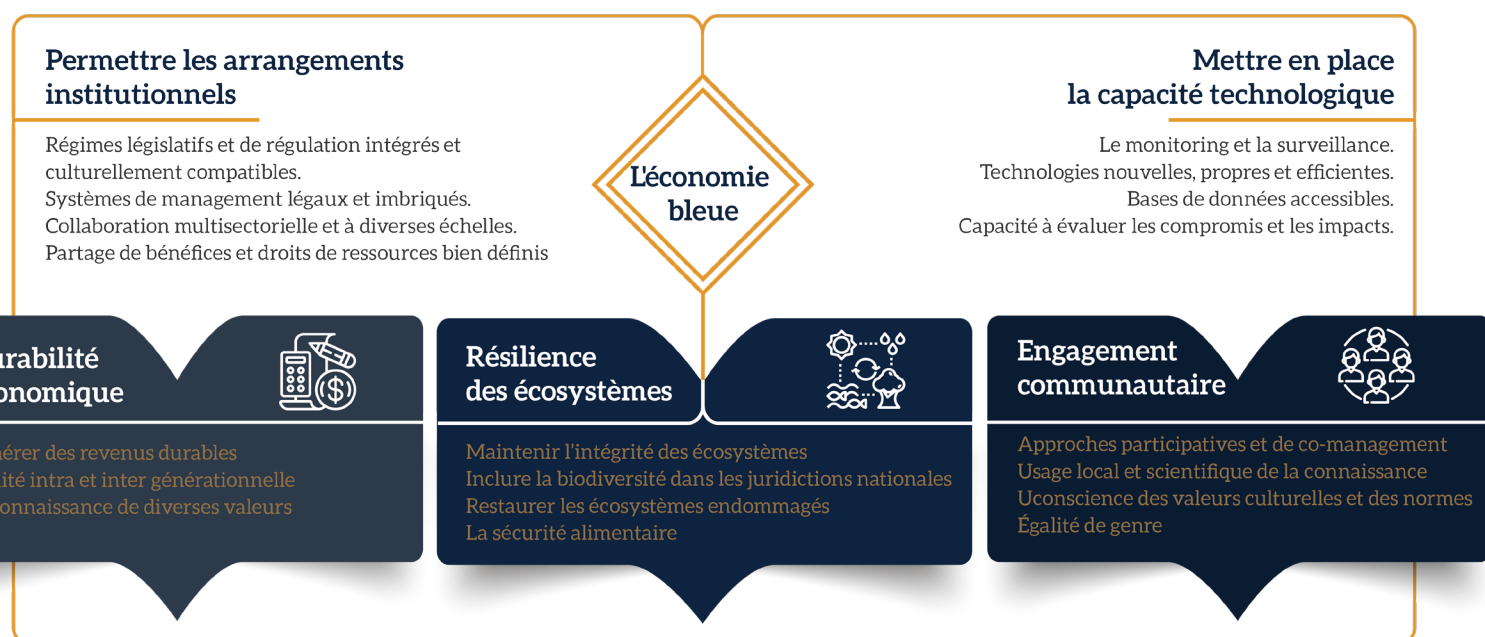
Le remède pour la Terre

L'un des revers des économies actuelles est que certaines parties du globe n'en bénéficient pas du tout. Ces parties, notamment dans des pays d'Afrique subsaharienne, n'arrivent que difficilement à être autosuffisantes. Pour cause ? leurs systèmes traditionnels de subsistance furent effacés par la colonisation sans être remplacés par des systèmes qui correspondent à leur environnement. Ceci a créé chez eux une dépendance vis-à-vis de l'étranger, et l'économie bleue se promet d'être la solution à ce problème.

Une solution proposée par l'économie bleue serait donc d'adapter les pratiques humaines à leur environnement de sorte à créer de la durabilité en matière de rendement et de revenu, quitte à réexplorer les anciennes méthodes et les améliorer. Une autre solution consisterait « à s'assurer qu'un écosystème maintient ses règles évolutives afin que tous puissent bénéficier des flux infinis de la Nature en matière de créativité, d'adaptabilité et d'abondance »⁴. En d'autres termes, il s'agit de se baser sur les sciences et implémenter les avancées scientifiques et technologiques dans la production.

L'objectif final serait d'éloigner la société de la logique de non durabilité des ressources couplée à une croissance supposée infinie, et de la diriger vers la logique de projets créant des bénéfices en cascade pour les personnes et de la durabilité pour la nature et pour l'économie.

4 Pauli, Gunter. 2019. L'économie bleue 3.0. Paris : L'Observatoire.



Campagne de vaccination en Afrique, quel bilan ?

Par Alaa-eddine Khaldi



Depuis l'obtention des certificats de validation et d'usage auprès des différentes instances sanitaires nationales et internationales, les vaccins anti-Covid-19 sont devenus le centre d'attention de toutes les populations. De nos jours, le nombre de doses acquises et de personnes vaccinées sont suivis au même rythme que les indicateurs boursiers. Le Maroc, et l'Afrique de manière générale, n'en font pas exception. Depuis quelques semaines, différents pays au sein du continent ont pu acquérir des doses des différents vaccins mis sur le marché afin de débiter leurs campagnes de vaccination.

Vacciner des millions de personnes en Afrique contre la Covid-19 nécessite des ressources matérielles, mais aussi des gestionnaires et des agents de santé prêts à déployer une campagne comme peu d'autres. C'est pourquoi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est associée à des partenaires africains et internationaux pour lancer une formation à grande échelle basée sur des téléconférences avec des experts, qui devrait toucher 120.000 participants dans les trois prochains mois, dont des représentants des différents pays africains. L'objectif est de partager des informations actualisées et de résoudre les questions en temps réel, ainsi que de promouvoir la création de communautés virtuelles qui facilitent l'apprentissage mutuel et la collaboration entre les professionnels des différentes régions de l'Afrique.

Le continent africain bénéficiera également de doses gratuites à travers le dispositif lancé par l'OMS, COVAX. Ce dispositif fait partie de l'accélérateur d'accès aux outils COVID-19 (Access to COVID-19 Tools (ACT) Accelerator), un cadre de collaboration mondiale qui a été mis en place en réponse à un appel des dirigeants du G20 en mars 2020 au début de la pandémie de coronavirus et a ensuite été lancé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Commission européenne, la France et la Fondation Bill & Melinda Gates en avril 2020. L'accélérateur ACT est composé de trois piliers : le diagnostic, la thérapeutique et les vaccins, selon l'OMS. C'est la seule initiative mondiale qui travaille avec les gouvernements et les fabricants pour garantir que les vaccins anti-COVID-19 soient disponibles

dans le monde entier, tant pour les pays à revenu élevé que pour les pays à faible revenu. Grâce à ce dispositif, l'OMS estime que 30% de la population africaine sera vaccinée d'ici la fin 2021. L'inégalité dans la répartition des vaccins entre les différents États riches et pauvres a poussé le G7 (dont sa population ne représente que 10% de la population mondiale mais qui a eu 45% des vaccins disponibles au monde) à augmenter son aide aux pays en besoin, en apportant près de 7,5 milliards de dollars au fond COVAX pour soutenir l'Afrique.

Ceci dit, le continent peine encore à obtenir les ressources nécessaires pour développer des politiques de vaccination ciblées à l'échelle nationale. Sur cet aspect, le Maroc a pu se positionner comme leader aussi bien en Afrique qu'au niveau international. Le royaume a lancé officiellement sa campagne de vaccination le 28 janvier 2021 et a réussi à vacciner près de 4 millions de citoyens avec la première dose, et environ 400.000 avec la deuxième dose. Non seulement il a pu acquérir des stocks de vaccins importants pour lancer une large campagne, mais il a également mobilisé l'ensemble de ses ressources humaines, sanitaires, logistiques et sécuritaires sous une approche multidimensionnelle pour réussir une vaccination ciblée et efficace.

Le continent africain fait face à des obstacles très variés en ce qui concerne le lancement des campagnes de vaccination : l'apparition d'un nouveau variant, la méfiance de la population, la forte présence de la médecine traditionnelle ou encore la difficulté de conservation de certains vaccins. La communauté d'experts estime que l'Afrique aurait besoin d'environ 1,5 milliards de doses pour vacciner près de 60% de sa population. La tâche ne semble pas évidente, mais la réussite du Maroc et le partage de son expertise pourraient être des éléments favorables dans la gestion et la distribution du vaccin en Afrique.



QUESTION DU MOIS

Par Wael Maâninou

Diplomatie publique ?



Qu'est-ce que c'est ?

Apparue dès le début du 20^{ème} siècle, la diplomatie publique n'a fait réellement l'objet d'un intérêt particulier qu'à partir de 1965. Edmund Gullion, ex-diplomate américain, a été l'instigateur de l'utilisation moderne de ce concept en fondant le « Murrow Center for Public Diplomacy » cette année-là. En outre, la diplomatie publique est un héritage de Woodrow Wilson¹. Ce dernier l'a opposée à la diplomatie exclusive et fermée qui conduirait le monde à des guerres car l'opinion publique ne serait pas prise en compte par cette dernière.

Parmi les fonctions² de la diplomatie publique, nous citons : la diffusion ouverte d'information sur les positions officielles de son État, la favorisation de l'échange avec le public à travers des débats d'idées, et le développement d'une politique d'échanges culturels qui inclut entre autres, l'éducation, les activités artistiques, le sport, soit directement via les ministères des Affaires étrangères soit en déléguant à des agences spécialisées subventionnées par les gouvernements à l'instar de l'Institut Français, le British Council, le Programme Fulbright, etc.

Quels en sont les enjeux ?

Aujourd'hui, la valeur ajoutée de la diplomatie publique vient de deux évolutions. Primo, il s'agit de l'étendue et la force des supports numériques en tant que moyens de diffusion rapide. La fonction d'information reste donc la même mais la manière a évolué, en apportant d'un autre côté le problème du contrôle. Secundo, il s'agit de la légitimité accordée par les citoyens au rôle d'influence de la diplomatie. La question étant ce que les missions diplomatiques gagneraient à déléguer leur travail d'influence à d'autres organismes ?

La crédibilité d'une diplomatie vis-à-vis de la société découle du fait de savoir redéfinir les pratiques d'un diplomate pour qu'il agisse par d'autres moyens que lui-même et ce, afin ne pas donner l'impression qu'il suit un quelconque agenda politique³.

En effet, loin d'être un simple département ministériel, la diplomatie publique est une culture à adopter de la part des diplomates. L'enjeu est d'autant plus important que les moyens d'influence se complexifient, et plus tôt l'incorporation de cette culture se fera, plus facile sera par exemple l'incorporation des moyens de soft power⁴ ou de national branding afin de ne pas se retrouver dépassés par d'autres États plus à jour. que les porteurs de projets novateurs n'aillent chercher des opportunités ailleurs. Le Maroc ne devrait plus rater les chances d'avoir des avantages stratégiques dans certains domaines. Plus qu'un impératif donc, la sécurité économique est une culture que doivent adopter les États et les entreprises pour survivre et s'imposer devant la rude concurrence.

1 Woodrow Wilson est le président américain de 1913 à 1921.

2 Lequesne, Christian. 2012. « La diplomatie publique : un objet nouveau ? » Mondes : Les Cahiers du Quai d'Orsay (11) : 141. pp. 9-12.

3 Berridge, G. R. 2015. Diplomacy : Theory and Practice. 5e éd. London: Palgrave Macmillan UK. P. 207.

4 Voir la question du mois du n°21 de la Lettre HA.

Entretien

Ghizlane SALAM

Professeure d'économie - Université Hassan II. Casablanca
Membre du Laboratoire d'Intelligence Stratégique
Membre du Réseau de Recherche sur l'Innovation (RRI)
– Montpellier. France



Les entreprises sont appelées à réorienter leur stratégie de gestion de risque informatique, en mettant en place un système de sécurité d'informations capable d'affronter les aléas du quotidien et du futur.

1 - Dans une économie globalisée et hyperconcurrentielle, connaître son environnement et protéger ses informations stratégiques s'avèrent deux éléments cruciaux. À votre avis, les PME marocaines intègrent-elles suffisamment les pratiques de l'Intelligence économique (IE) à leurs actions ou l'IE reste l'apanage des grandes entreprises opérant dans des secteurs stratégiques ?

Au Maroc, l'enjeu de toute PME aujourd'hui est sa survie, et la pratique de l'IE ne concerne plus juste les grandes entreprises. Les PME marocaines sont très conscientes de l'importance de ces pratiques surtout après la crise sanitaire 2020. Mais on ne peut pas dire qu'il s'agit du même niveau d'application. Il est vrai que plusieurs initiatives ont été mises en place pour la promotion de la pratique de l'IE au sein des PME marocaines (programme « MOUSSANADA TI », « IMTIAZ », le Programme E-btikar, le Cluster Électronique Mécatronique Et Mécanique (CE3M), en collaboration avec l'Institut Marocain de l'Information Scientifique et Technique (IMIST), et le soutien du Ministère de l'Industrie, etc...). Mais cela reste insuffisant. Nous avons tous vu les programmes de sauvetage que le gouvernement a mis en place à leur profit, pour faire face aux déséquilibres économiques émergés à cause de la crise du Covid-19. Seulement celles qui maîtrisaient l'information et celles qui avaient prévu une structure efficace de gestion de risque, ont pu survivre un peu longtemps. Le rôle de la pratique de l'IE se fait largement sentir à travers ces multiples actions offensives et défensives. En effet, ce que la crise économique et sanitaire 2020 nous a enseigné, c'est cette accélération des

tendances nourries par des technologies nouvellement ou déjà bien établies. Et depuis, toutes les PME cherchaient à maintenir leur croissance économique. Cela dépend de l'accumulation des connaissances et de la capacité à introduire de nouveaux produits, de nouveaux procédés, services, modèles d'affaires, et de nouvelles méthodes d'organisation. Cette crise était aussi un révélateur par rapport à l'importance de la data. Les PME se sont rendues compte que non seulement il faut en disposer mais surtout savoir aussi l'exploiter et la protéger. Je pense qu'il s'agit d'un problème culturel plus que financier. La problématique de R&D, de la veille ou encore de l'IE ne se classe pas à la tête des préoccupations des PME marocaines. D'un point de vue personnel, la meilleure manière pour les encourager et les pousser encore plus loin en matière de pratiques d'IE, est qu'elles s'auto-organisent entre elles sous forme d'un système intelligent, permettant de s'arranger et réagir en temps réel, notamment à l'aide des clusters. Cela permettra de devenir plus attentives aux mouvements de leurs concurrents, mieux exploiter les attentes de leurs partenaires et leurs clients, et renforcer leurs systèmes de sécurisation des données, ainsi que leur réputation et leur image.

2 - Tous les secteurs de l'entreprise sont aujourd'hui impactés par l'optimisation de l'usage de l'information. À l'ère du Big data et de la mutation des pratiques informationnelles, quels en sont les enjeux pour les acteurs économiques ?

La pratique de l'IE a montré jusqu'à nos jours l'efficacité du traitement des données. Aussi, avec l'accélération numérique qui a favorisé l'émergence des Big Data, le processus d'IE a beaucoup développé les techniques ainsi que les outils de management et d'extraction de la valeur. Si nous parlons de l'IoT, de la 5G, de l'Edge computing ou en encore de l'intelligence artificielle (IA), on pourrait imaginer comment cela va transformer les opérations et la chaîne de production dans le monde entier. L'univers est devenu connecté et toutes les entreprises sont aujourd'hui "numériques". Cette situation a accéléré encore plus le volume des datas, ce qui met en jeu la capacité des systèmes d'informations (SI) à gérer ces lots de Big Data en temps réel. À ce propos, la sécurité du patrimoine informationnel doit inquiéter les DSI aujourd'hui. Avec les suites continues des cyber-attaques enregistrés l'année dernière, les entreprises sont appelées à réorienter leur stratégie de gestion de risque informatique, en mettant en place un système de sécurité d'informations adapté et capable d'affronter les aléas à venir. Si on commence par une campagne de sensibilisation et de formation dans ce sens, je pense que les entreprises pourront alléger les pertes et

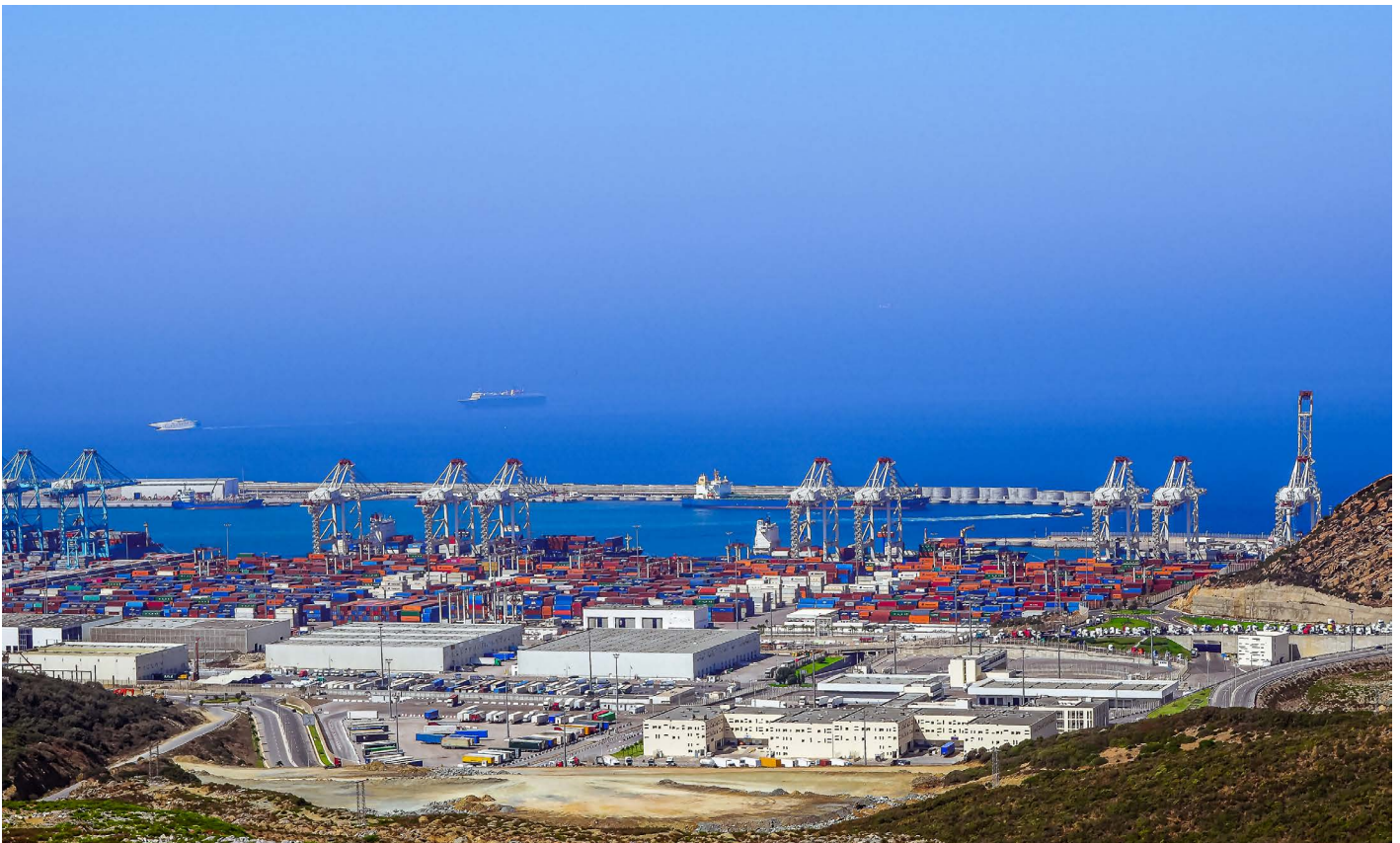
prévoir davantage les menaces possibles. À cela s'ajoute l'évolution de l'IA dans plusieurs domaines. Le recours à sa pratique est entrain de transformer beaucoup de business modèles. Nous avons vu le secteur de la santé qui s'est doté des systèmes d'IA très développés. Je me demande quel serait le risque qu'elle peut courir aujourd'hui en croisant une infinité de datas pour en tirer de la valeur ? Un autre enjeu qui me préoccupe personnellement est celui des futurs profils des RH. De nouvelles générations de profils ont vu le jour pour répondre à cette problématique. Le marché du numérique d'aujourd'hui définit des besoins en RH multidisciplinaires d'inventeurs, composées de consultants stratégiques, d'architectes hautement qualifiés, d'experts technologiques en cyber-sécurité, en plate-forme Cloud, des développeurs ou experts en technologies innovantes en 5G, IoT, block-chain, en IA, en informatique de nouvelle génération et plus encore...Devant ces nouvelles contraintes, imposées par la conjoncture actuelle, tous les acteurs économiques sont appelés à investir massivement dans la préparation des futurs talents pour pouvoir affronter le monde de demain.



3 - Les prochaines années s'annoncent particulièrement tendues sur le front économique aux niveaux mondial, régional et national. Comment le Maroc et l'Afrique peuvent-ils s'y préparer ?

Effectivement, on peut déjà prévoir quelques scénarios pour les prochaines années. La tendance actuelle est purement digitale et numérique. Le Maroc, comme tous les autres pays africains, se trouve obligé à suivre le courant, en se préparant solidement et consciemment. Commençons tout d'abord par la mise en place d'un système national d'IE. Je me demande pourquoi, jusqu'à nos jours, ce concept n'a pas encore décollé en Afrique? Pourquoi les pays africains n'ont pas encore réussi à mettre en place un modèle d'IE comme le cas des États européens, asiatiques ou encore américains ? Une chose est garantie, l'Afrique doit profiter de la conjoncture actuelle et tirer profit de ses atouts politiques, stratégiques, géographiques et culturels, afin de rattraper son retard et affronter le monde de demain en toute sécurité. Un autre créneau dans lequel il faut fortement s'investir est l'apprentissage numérique dans divers secteurs, notamment le secteur de l'enseignement. Le marché mondial nécessite désormais des lauréats qui maîtrisent la data, avec tous les enjeux qui vont avec, depuis les techniques de collecte, de traitement et d'analyse, jusqu'aux capacités de réactivité, d'innovation et de création de valeur. Cela ne pourrait se réaliser sans avoir un environnement propice, capable de se connecter avec le reste du monde en toute sécurité. C'est le

2ème challenge africain. Les investissements des pays africains ne pourront plus continuer à se placer dans la lignée des activités traditionnelles. Ils peuvent en introduire une grande marge relative à la sécurité des SI, s'ils souhaitent que leurs organismes survivent. Si l'on réussit à intégrer cette culture de protection du SI et de défense du système national contre les aléas du futur, je pense que ça serait un bon démarrage pour un système d'intelligence économique et stratégique efficace. À ce propos, il est temps pour que la collaboration public-privé se renforce encore plus, en diversifiant les champs d'intervention. Les grands systèmes mondiaux puissants sont créés autour de cette dynamique entre le secteur public et le secteur privé. C'est un facteur clé de création de richesse et de compétitivité durable. L'histoire est en train d'inventer de nouveaux modèles économiques pour la prochaine génération qui doit tirer de la valeur des technologies innovantes. Les modèles économiques africains, et en particulier le modèle marocain, sont devenus dépassés. La crise du Covid-19 était un grand facteur déclencheur qui a dévoilé plusieurs réalités mais surtout imposé de nombreuses nouvelles contraintes que l'Afrique en général et le Maroc en particulier, doivent tourner en leur faveur.



Prochains événements



WEBINAIRE – 18/03/2021

Perspectives on Migration, Intercultural Education, Indigeneity (Morocco), organisé par Ben Levy Global.



WEBINAIRE – 24/03/2021

Economic Recovery: Toward a Green, Resilient, and Inclusive Future, organisé par la Banque Mondiale.



WEBINAIRE – 24-25/03/2021

Energy Strategies - Europe and the Mediterranean: Trends and Scenarios for a Connected Energy Market, organisé par The Policy Center for the New South (PCNS) en partenariat avec the NATO Defense College Foundation.



info@hadvisors.net



+212 537 73 45 13